

# Un printemps de l'asile dans la nouvelle Lybie?

Jean-François Durieux, Violeta Moreno-Lax et Marina Sharpe

Héritant de près d'un demi-siècle de totalitarisme et d'isolement, la nouvelle Lybie est en situation vulnérable, exposée au risque de perpétuer les infractions aux droits humains du régime sortant. Sous le règne de Kadhafi, les droits internationaux des migrants en général, et des réfugiés en particulier, étaient largement ignorés et souvent bafoués. Les événements de 2011 ont provoqué immédiatement des problèmes dans ce domaine, dont une crise du déplacement interne, à laquelle des réponses justes et durables doivent être apportées.

Ces circonstances soulignent à quel point il est urgent de défendre les droits humains des personnes déplacées et de s'attaquer au problème du déplacement interne et des flux migratoires mixtes à travers l'Afrique du Nord. Ces problématiques définissent le programme d'un atelier organisé conjointement par l'UNHCR et l'Université de Tripoli début mai 2012, auquel ont participé des étudiants et des universitaires, de même que des représentants de la société civile, d'organisations internationales et de la communauté diplomatique.

Pour l'UNHCR, cet atelier constituait son premier événement public depuis son retour en Lybie après la révolution. Pour l'Université de Tripoli, cet atelier représentait l'une des premières occasions d'entretenir un dialogue ouvert avec un large éventail d'interlocuteurs, aussi bien internes qu'externes.

Les interventions des participants locaux ont surtout porté sur la complexité des obstacles que doit surmonter la nouvelle Lybie afin de remplir ses obligations internationales et sur ses priorités

nationales. Parallèlement, ils se sont montrés enclins à reconnaître, pour la première fois, l'importance de la protection internationale et le rôle de la Lybie à cet égard. Les étudiants semblaient soucieux de contribuer au développement d'un véritable espace d'asile en Lybie et à la conception et l'application de politiques équitables pour résoudre le problème du déplacement interne.

Alors que l'atelier a permis d'exposer de nombreuses idées reçues, il a également mis en lumière un incroyable enthousiasme à vouloir résoudre ces problématiques complexes dans le cadre des droits humains. Ces problèmes demandent des solutions locales, bénéficiant d'un appui externe et éclairées par les normes internationales.

Le Centre d'études sur les réfugiés, qui était représenté au cours de l'atelier, s'est engagé à collaborer avec l'Université de Tripoli, en partenariat avec l'UNHCR. Un programme d'activités conjointes sera mis au point dans l'objectif de promouvoir l'éducation et la recherche sur les droits humains dans la nouvelle Lybie.

*Jean-François Durieux* [jean-francois.durieux@qeh.ox.ac.uk](mailto:jean-francois.durieux@qeh.ox.ac.uk) est maître de conférences départemental en Droit international des droits de l'homme et droit des réfugiés au Centre d'études sur les réfugiés. *Violeta Moreno-Lax* [violeta.morenolax@qeh.ox.ac.uk](mailto:violeta.morenolax@qeh.ox.ac.uk) est maîtresse de conférences en droit à St Hilda's College et à la Faculté de Droit et adjointe invitée au Centre d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford. *Marina Sharpe* [marina.sharpe@law.ox.ac.uk](mailto:marina.sharpe@law.ox.ac.uk) est doctorante à la Faculté de droit de l'Université d'Oxford.